



**Arrêté temporaire n°156-T-VRD-2022
Portant réglementation de la circulation**

CHEMIN DU BOTTEREAU

Le Maire de la Commune de LA TRANCHE SUR MER,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Considérant la demande de la société SOBECA en charge des travaux sur réseaux ou ouvrages électriques (raccordement) rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 25/04/2022 au 09/05/2022 CHEMIN DU BOTTEREAU.

ARRÊTE

Article 1 – À compter du 25/04/2022 et jusqu'au 09/05/2022, la circulation est alternée par B15+C18 IMPASSE DU BOTTEREAU. L'accès des riverains sera maintenu durant toute la durée du chantier, aucune emprise sur la RUE DE LA MER ne sera autorisé.

Article 2 – Dès l'achèvement du dispositif, le bénéficiaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

Article 3 – La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SOBECA.

Article 4 – Le Directeur Général des Services de la Mairie, Directeur des Services Techniques, Le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Vendée, La Police Municipale, Direction Générale et Assistante de Direction sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à La Tranche-sur-Mer, le 22/04/2022
Le Maire de la Commune de LA TRANCHE SUR MER,
Serge KUBRYK

SOBECA

Directeur des Services Techniques

Le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Vendée

La Police Municipale

Caserne des Pompiers de la Tranche sur mer

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.